

désorganisations !

LA RÉVOLUTION COMMENCE PAR LA FIN DE L'ESPOIR comme du désespoir. L'organisation « communiste » de la production, l'État prolétarien et ses variantes « socialistes réelles » ne sont que des replâtrages du Capital, des poursuites sous des formes très différentes de celles qui prévalent aujourd'hui, de la domination, de l'exploitation, de l'aliénation.



Les messies de la révolution nous trompent !

Il est bien sûr plus facile de croire que le Grand Soir va arriver que de ne rien croire du tout ! Et pis: qui aujourd'hui, dans le mouvement

Le doute, déjà, est dans le péché
Friedrich Nietzsche

dit révolutionnaire, est un activiste incroyant ? Les uns, à l'instar de Lénine, croient que « la crise révo-

lutionnaire mondiale [...] ne peut se terminer autrement que par la révolution prolétarienne et sa victoire » (*L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, édition de Tirana, 1981). Les autres se réfugient dans l'espoir de la révolution mondiale spontanée ou de toute autre variante de l'annonce du bonheur. L'espoir s'oppose pour eux au désespoir ; le vide, le rien est jugé impossible. Le néant effraie-t-il ?

Mais le messianisme est pervers. Celui, mécaniste, de Lénine est démobilisateur. À 1917 a succédé très vite l'élimination des opposants révolutionnaires, qui a débouché sur la victoire sans partage de la bureaucratie avant son effondrement lamentable face à la sordide illusion de la richesse par le capitalisme. De ce messianisme-là découlent les trahisons et les abandons, car, quand on sait, quand on croit dur comme fer que le socialisme est pour demain et que cependant aujourd'hui dure une éternité, on a vite fait de se convertir et de passer à des idéologies ou des religions plus gratifiantes dans l'immédiat.

Quant aux croyances plus mythiques comme la révolution mondiale, elles ont l'avantage du flou : pas de calendrier ni de succession d'étapes préétablies. Mais cela n'empêche pas la lassitude de l'emporter. Peu à peu les adeptes s'adaptent, comme les autres, à la consommation et à la consommation capitalistes.

Le messianisme est tout sauf révolutionnaire. La révolution n'est pas un espoir. Il n'y a ni à espérer ni à en désespérer. Elle est hautement improbable, et peu importe. Elle est possible, car tout est toujours possible, mais sans plus. Qu'importe qu'elle soit possible, improbable, souhaitable. L'espoir est dangereux, autant sinon plus que le désespoir.

C'est de vouloir penser et de vouloir et de vouloir faire croire que la révolution est possible qui pousse nombre de camarades à rendre leur ébauche de la société révolutionnaire crédible. Ils tombent à tout coup dans la réformisme, dont la démocratie directe ou la dictature du prolétariat sont deux illustrations.

Savoir que la révolution est hautement improbable, n'avoir aucun espoir de la vivre, voilà les meilleurs et les seuls antidotes contre la tentation réformiste.

On ne peut fonder la cause de la révolution sur l'espoir. Même sur sa nécessité. Il est certain qu'une révolution est nécessaire pour

Les cochons béaient d'admiration.
George Orwell

l'émancipation de l'humanité, mais quelle révolution ? Cela ne doit pas fonder notre activisme

révolutionnaire. Car cela conduit au dogmatisme de ceux qui pensent que telle ou telle voie est le plus court chemin ou le meilleur vers la concrétisation de cet espoir, de cette nécessité.

Il faut nous débarrasser de nos chimères. Ne croire en rien ! Guidés par l'instinct de la non-domiciliation, de la résistance de chaque instant à l'aliénation, à l'exploitation, à la domination, nous pouvons

montrer par notre pratique un vrai activisme qui trouve sa justification en lui-même : agir pour agir, parce que résister, agir, est légitime. Agir, c'est ouvrir ou maintenir ouverte l'hypothèse – improbable, donc ! – de la libération.

Agir peut prendre pour chacun des formes différentes. Depuis une résistance passive jusqu'à la lutte clandestine et l'attaque directe. L'action directe. Agir au nom de rien, d'aucun espoir, d'aucune idéologie, c'est laisser la voie libre à toujours plus de lutte, sans crainte de passer des enthousiasmes de l'espoir aux misères du désespoir et à la honte de l'abandon. Car le radicalisme est le plus sûr moyen de ne jamais verser dans la trahison à condition de ne le bâtir sur aucun espoir, de ne laisser aucune prise au désespoir, donc.

Lutter comme (mode de) vie sans perdre de vue les combats que mènent, autour de nous, d'autres individus. Car c'est la rencontre de ces luttes à certains moments qui permet des avancées concrètes, structure davantage l'action de chacun vers une conception toujours plus révolutionnaire de la lutte, débarrassée des oripeaux de l'espoir, des idéologies et des réformismes.

Il est étrange que dans une période comme la nôtre, où la dictature règne et se peaufine, la seule existence de cette dictature de chaque instant et l'absolue nécessité de lutter pour pouvoir être

*Tu es un corbeau,
tu es le prince des charognes.*
Jean Lagrolet

l'action révolutionnaire. Or, que voit-on ? Des militants qui refusent d'héberger chez eux des camarades recherchés, qui refusent de prendre le moindre risque, qui confondent légalité et légitimité, qui tremblent devant toute action clandestine. Comment comptent-ils la faire la révolution ? Leur espoir les leurre eux-mêmes. Cet espoir qu'un jour les conditions leur permettent de commettre toutes sortes d'actes qu'aujourd'hui ils sont incapables d'envisager. Le messie, chez eux, s'appelle transformation-des-conditions-objectives-et-subjectives-permettant-une-nouvelle-étape-qualitative-sur-le-chemin-de-la-révolution.

Face à la décadence de tous les modèles révolutionnaires, il est doux de se lover dans le confort de ses croyances. Cela permet de survivre, à coup sûr ! Mais rien de plus. Car l'espoir est vain. La révolution est improbable. La nécessité de lutter sans relâche en est d'autant impérieuse ! Première désorganisation, donc : celle des prétendues valeurs révolutionnaires.



L'émiettement des nations

Le Capital s'est étendu au monde entier. Les processus d'exploitation se moquent des frontières. On peut dès lors penser que la révolution

sera mondiale ou ne sera pas. Quoi qu'il en soit, le « pouvoir révolutionnaire », une fois abattu l'ordre

Écartez vos pratiques affairées.
Père Surin, exorciste

ancien, devra aussitôt rompre avec cette dimension planétaire qui ne pourrait qu'entraîner des résurgences totalitaires. Rien ne sert de maintenir de grandes unités telles que nations, institutions internationales ou entreprises transnationales. Il faut à l'inverse aller vers l'éclatement, l'émiettement, vers de dimensions de collectivités assez petites pour autoriser le vrai exercice du pouvoir par chacun. La possibilité qui s'ouvre implique la destruction immédiate de l'État, de ses appareils, des rapports sociaux dont il est l'expression.

La phase actuelle de domination planétaire achevée ou quasi achevée est l'aboutissement logique d'un mode de production sans cesse créateur de nouveaux produits, en nombre toujours plus grand. Cela impliquait de nouveaux consommateurs – d'où l'augmentation du nombre des êtres humains et des contrées ouvertes (soumises) au

capitalisme. Bien sûr, la contradiction que cela a généré s'exprime clairement aujourd'hui : les capitalistes doivent produire toujours plus pour maintenir leurs capacités financières (accumulation de capital, investissement, recherche...), mais, dans le même temps, ils ne redistribuent pas l'argent ainsi gagné (volé) et font donc face à une pénurie de consommateurs (trois milliards d'êtres humains sur cinq ne sont que des producteurs, sans accès à aucune autre forme de consommation que le nécessaire à la survie : c'est l'Auschwitz planétaire).

★

L'éclatement de l'État

Cela implique la désorganisation complète, immédiate et sans appel de l'économie et de l'État. L'État n'est pas un simple appareil bureaucratique avec ses lois, ses fonctionnaires, sa police. Si tout cela doit disparaître, les rapports sociaux dont l'État est une cristallisation cruciale – mais pas la seule – doivent disparaître eux aussi avec l'appropriation du pouvoir par chacun. La révolution est donc d'abord *désorganisation* de l'État sous tous ses aspects : l'abolition immédiate de ses appareils et la dissolution des rapports sociaux qu'il induit.

C'est à partir de cette désorganisation, de l'éclatement de l'économie marchande, de l'émiettement des communautés pseudo-humaines que sont les administrations ou les usines que se réalise la prise du pouvoir par les individus libres, associés ou non (l'association ne peut avoir un caractère obligatoire).

La révolution apparaît selon l'idéologie dominante comme le saut dans le passé, le retour à l'âge de pierre. C'est ainsi que fut présentée la Russie soviétique, de 1917 au début des années 1920. Nous voulons juste montrer ici que, au contraire, la désorganisation totale de la production et de l'État peut seule assurer le saut dans le futur.

L'aliénation ne naît pas de ce qui est produit. Elle naît du *comment* l'on produit (chaîne d'assemblage, travail atomisé, bureaucratie, etc.). Ensuite, le processus s'enclenche : si le mode de production aliène le travailleur, il faut donner au consommateur – qui n'est autre que ce travailleur aliéné – des produits conformes à son aliénation : voiture, armes, télé, gadgets, conserves, fruits et légumes ionisés afin d'être mieux transportés et conservés, etc. Plus le processus d'aliénation est au point – plus le processus d'exploitation est aliénant –, plus les produits sont aliénés et aliénants. On peut ainsi descendre dans l'enfer : depuis les prostitué(e)s de nos contrées aux enfants prostitués de Thaïlande ou des Philippines et jusqu'aux enfants-esclaves-déportés-prostitués birmans exploités en Thaïlande de nos jours. Depuis les premières automobiles dont la conception relève souvent du génie jusqu'aux engins stéréotypés actuels issus du processus toyotiste (zéro stock, zéro délai, zéro défauts) hyper-abrutissant.

Les principales caractéristiques des rapports sociaux actuels sont : mondialisation; violence sans cesse exacerbée du haut vers le bas de la hiérarchie sociale (y compris les guerres de haute ou de basse intensité); crise de l'exploitation que traduit, entre autres, cette violence ; renforcement de l'aliénation à tous les niveaux, y compris dans les couches dirigeantes (ce qui n'est pas une contradiction sans importance)... La révolution consiste à briser totalement ce cadre : l'éclatement contre la mondialisation (rien à voir avec le nationalisme) ; renversement de la violence des opprimés contre les dirigeants; fin de l'exploitation par le libre accès aux richesses...

L'éclatement contre la mondialisation signifie à l'évidence la désorganisation totale du mode de production actuel. Il ne s'agit pas, en effet, de changer les têtes pour continuer comme auparavant. La production à l'échelle mondiale implique la propriété des grandes entreprises, le vol des matières premières, la propriété intellectuelle, etc. Or, c'est le libre accès de tous aux richesses qui est nécessaire.

★

Libre accès de tous aux richesses !

Se pose le problème de l'accès concret aux richesses, à la richesse potentielle dont la Terre est porteuse. Cela suppose un travail collectif qui satisfasse à la fois chaque individu et le(s) groupe(s) qu'ils forment. Les désirs et objectifs

Tiens! L'Univers est à l'envers.

Jules Laforgue

individuels et collectifs doivent se discuter durant les – interminables – palabres qui constituent un lien essentiel de la communauté. Il serait idiot de croire que le travail collectif, libre accès à la terre, résoudra de lui-même tous les problèmes. À quelle échelle s'établira la collectivité? Le Village? Mais si tel groupe choisit de cultiver des terres qu'un autre groupe aura choisi lui aussi de travailler? La solution sera *a priori* élaborée dans le cadre de palabres, mais comment, par une division, l'octroi de telle partie à tel groupe, faisant ainsi renaître une propriété de la terre déguisée? À l'échelle de la nation, le problème de la propriété – une propriété « nationale » donc – serait nié et évacué, mais en théorie seulement. Et de même, en fin de compte, à quelque échelle que l'on se place, y compris l'espèce humaine dans sa globalité, car la définition d'une échelle porte en elle-même des *limites* contraires au libre accès de tous aux richesses.

Or, ce libre accès correspond au libre travail de chaque individu dans le cadre de chaque communauté ; le libre accès n'est pas en fait *illimité* puisque la limite – terme impropre donc – correspond à la capacité de culture, cueillette, etc., de chacun, étant entendu que cela n'est rien par rapport au temps passé en palabres et paresse ! Ce qui correspond à une liberté

Il te revient ce qui est tien.

Max Stirner

authentique, la jouissance des richesses étant *partagée et réciproque*. Il faut disjoindre le concept de liberté de celui de limite. Il n'existe pas de liberté illimitée, l'on n'est pas libre de manger dix fois plus que possible, ce n'est pas une liberté de contraindre autrui, de violer ou de tuer. *La liberté est le libre accès à ce dont on peut jouir d'une jouissance partagée et réciproque*. Par exemple, cultiver telle superficie parce que l'on sait que cela suffit sans espoir de profit, etc.

Contraire à toute domination, la liberté est donc étrangère tant aux limites qu'à l'absence de toute limite. Dans la liberté, ce qui contraint n'est plus dès lors la limite dans la mesure où le libre accès de tous aux richesses y est réalisé : poser l'absence de limite signifierait régression à la politique de domination par l'imposition autoritaire de certains « abus » (à défaut d'un terme correct) contre certains groupes ou individus, par l'usage de la force notamment. D'ailleurs, *l'abolition des limites est déjà réalisée par le Capital* qui nous pousse, voire nous force, à vivre dans le gaspillage incessant, dans les métropoles, bien entendu. Le communisme se place d'une façon tout à fait différente, il ne se situe absolument pas par rapport au problème – résolu par le capitalisme encore une fois – des limites, mais par rapport à la seule question de la jouissance partagée et réciproque.

Le discours du type « Il est interdit d'interdire » a engendré tout d'abord une confusion en posant liberté = absence de limites. On a par ailleurs justifié Sade, glorifiant la prétendue transgression des limites, confondant plaisir et violence, et on peut en effet justifier n'importe quelle aberration. La preuve en est la récupération totale et parfaite par le Capital tant de Sade que du discours post-soixante-huitard. Les Minitel roses ou rouge sang sont du Sade au jour le jour, et la publicité est la concrétisation du slogan soixante-huitard « Je prends mes désirs pour des réalités, car je crois à la réalité de mes désirs ». Que ces éléments d'un programme prétendument communiste aient été réalisés par le Capital, et si vite en outre, n'est pas sans importance pour nous. La confusion règne, le sectarisme en est un des corollaires, et il est fort touchant de voir tous les post-situationnistes, entre autres, se croire toujours en avance, alors que le Capital les a rattrapés comme il a rattrapé – et dépassé – la plupart des dogmes révolutionnaires.

Le libre accès de tous à toutes les richesses signifie désorganisation de la production, fin de l'économie, palabres, et enfin – voire surtout – fin de toutes les valeurs, de toutes les limites, mais aussi de leur contraire : fin de toute négation des valeurs comme refus de la glorification de la prétendue transgression des limites. La jouissance partagée et réciproque ne s'accommode ni des limites ni des valeurs. Il s'agit de se désaliéner de *ne plus rien poser en ces termes de valeurs, de limites ou de leur contraire*.

La liberté est le mode concret de jouir, dans le partage et la réciprocité, de toutes les discussions et décisions et absences de décisions. Le libre accès à toutes les richesses est la jouissance partagée et réciproque non seulement de et par les individus, mais aussi de et par la nature, qui, dès lors, n'est plus détruite par l'économie, la production, l'absence de limites à la voracité productiviste. Disjoindre encore une fois le communisme de valeurs comme « l'équilibre naturel », voire la Nature, pour ne se fonder que sur la jouissance partagée et réciproque.

Le conseil est le lieu des palabres. Le conseil ne sert pas à gérer une propriété collective. Le conseil se moque du lieu où ses membres vivent, paraissent et s'occupent. Il ne sert qu'à vivre sans cesse de

Et moi, et moi, et moi.

Jacques Dutronc

meilleures formes de jouissance
partagée et réciproque les uns des
autres et de tous avec l'espace. Il

faut se débarrasser de l'idée – et des actes qui y correspondent – selon laquelle on est propriétaire de ce dont on jouit, l'on aurait un droit sur ce qui nous fait vivre. L'on rejoint ici les réponses que des chefs amérindiens firent aux envoyés de Washington qui voulaient acheter leur terre pendant la conquête de l'Ouest américain. Cette idée de vendre « leur » terre était pour eux proprement inconcevable, car cette terre était là pour eux et pour tous. De même, la liberté n'est pas une valeur : elle est là – ou devrait être là – pour nous, pour tous.



Les conseils ou le pouvoir non autoritaire

Il ne s'agit pas de désorganiser l'économie par amour du désordre, par vice ou par vengeance. Mais tout simplement de sortir d'une phase économique pour atteindre une phase supérieure : la non-production.

Nous n'allons pas esquisser un programme concret, car il est plus important d'insister sur ce qu'est la désorganisation. Sans perdre de vue que l'organisation capitaliste n'est pas à proprement parler une machine dont les mécanismes garantiraient le « bon ordre ». C'est plutôt d'un certain désordre, un désordre contrôlé ou maintenu dans certaines limites, que les classes dirigeantes tirent profit. À l'inverse, la désorganisation que nous souhaitons ne se confond pas avec le désordre – et encore moins avec l'ordre, surtout dans son sens répressif. Il y a désorganisation d'un système et flottement. C'est dans ce flottement ou, si l'on préfère, cette incertitude que se construisent peu à peu les diverses réponses à la satisfaction des besoins et des envies. Mais ce flottement est inévitable, d'abord parce que besoins et envies doivent être exprimés par chacun d'entre nous dans le cadre d'un processus de « désaliénation ». Ensuite parce que de nouvelles solutions (techniques, politique, sociales, culturelles, etc.) doivent être trouvées et mises en place, ce qui pourrait bien inclure la disparition pure et simple de pans entiers de la technique, comme les technologies dites de pointe qui dépossèdent les individus et le groupe de ses pouvoirs sur la machine, mais aussi une remise en question radicale de la culture qui a secrété des modes de pensée et de comportement dictatoriaux, qui a justifié les pires aberrations et totalitarismes, etc.

Désorganisation, donc. Surtout, le pouvoir des conseils ne correspond pas au désordre, mais à une recherche. Ceux qui affirment que la nouvelle organisation sociale sortira tout armée de l'ancien système abattu soit sont des partisans de la solution bureaucratique-totalitaire, soit se bercent d'illusions.

On pourrait s'étendre à l'infini sur les questions posées, mais on se contentera ici de répondre à une seule objection, fondamentale : c'est un saut vers le passé et non vers le futur.

Pour nous, la seule question déterminante et le pouvoir de l'individu sur l'ensemble de sa vie. Le pouvoir de l'individu sur sa propre vie conditionne et est conditionné par sa place et son rôle dans la collectivité et dans cette instance privilégiée qu'est le conseil. Le conseil est un outil tant que de chaque individu que de l'ensemble des individus qui y participent.

Le conseil n'est pas un mythe. On peut affirmer que de véritables instances de décision collectives ont existé et existent encore aujourd'hui comme doivent en être une démonstration nos propres groupes d'action révolutionnaire. Cette dernière dimension est fondamentale et c'est à chacun d'entre nous de veiller à ce que ce stade-là préfigure le conseil.

Désorganiser l'économie !

Au départ était la richesse. Avec l'économie vint la pénurie. Ce renversement de perspective est devenu une nécessité de la critique révolutionnaire de ce système, pour en finir avec les mythes du développement des forces productives qui permettrait le saut au communisme et autres justifications des totalitarismes de tous ordres, y compris les utopies qui voient dans le triomphe de la technologie la voie de la libération de l'homme. C'est vers la non-production qu'il faut aller !

L'économie n'est pas innée à l'homme ni au capitalisme, mais est un mode de pouvoir par l'organisation de la rareté, donc de la pauvreté de certains. Il n'y a pas d'économie révolutionnaire : la révolution consiste à sortir de l'économie – entre autres – c'est-à-dire à vaincre la rareté.

Remonter à la naissance de l'économie n'est pas sans intérêt, car il est alors plus facile de mener une critique radicale de ce qui n'est qu'une idéologie. Au départ, il y a un excédent d'énergie qui est dû au Soleil. La richesse est énergie : l'énergie est la base et le fin de la production. C'est l'énergie solaire qui permet aux plantes de pousser, les animaux mangent ces plantes, etc. Même des produits inertes comme une chaise ont pour but de jouir d'un temps de repos, d'« économiiser » de l'énergie.

Le fondement non seulement de l'économie, mais aussi de la vie est que la somme d'énergie produite est toujours supérieure à celle qui fut nécessaire à sa production. C'est bien sûr l'énergie solaire qui procure les excès du monde vivant. C'est cet excès de départ qu'il aurait fallu considérer : l'excès d'énergie qui renverse la perspective économique. Il n'y a rareté que parce que cet excédent est peu utilisé ou mal gaspillé. Et l'on s'occupe néanmoins de la rareté au lieu de réfléchir à modifier l'utilisation de l'excès. À le partager. À en jouir, puisque cet excès nous est offert par la nature et, notamment par le Soleil.

Le capitalisme comme tous les systèmes économiques qui l'ont précédé et comme tous ceux qui lui succéderont, fait face au problème central de l'utilisation des excédents. Problème central car, de tous temps, c'est bien d'excédents dont il s'agit. L'utilisation de la masse de la production est évidente : entretien du système lui-même (système écologique, économique au sens large, etc.). Mais que faire des excédents? Les détruire, certes, mais comment ?

Alors que, dans les sociétés dites primitives, le potlatch (système de don appelant un contre-don) permettait un « gaspillage » ritualisé et socialisé des richesses, le capitalisme s'est heurté à un vide. Non pas que le potlatch ait disparu de nos jours : en réalité, il perdure, réduit à la sphère privée, et ne représente donc plus grand-chose, ne permet pas de détruire beaucoup de richesses, et surtout il n'est d'aucune utilité sociale puisque non ritualisé. On pourrait citer de nombreux exemples de gaspillage socialisé : les feux d'artifice, les concerts gratuits et publics, les jeux télévisés et les défilés militaires ou de majorités. Mais l'importance de ce gaspillage est – en plus d'être le plus souvent aliénant et aliéné – minime par rapport au formidable gaspillage non socialisé effectué par les nantis de ce système. Véritable gaspillage parfaitement inutile sur tous les plans.

Surtout, le capitalisme s'est tourné vers d'autres modes de destruction massive et nuisible de richesses. Il y eut d'abord la guerre, et les guerres capitalistes ont exterminé et détruit bien plus qu'aucune guerre précapitaliste. Cela suscitait cependant de nouvelles contradictions, d'abord sociales – les masses continueraient-elles à s'entretenir simplement pour satisfaire la nécessaire destruction des excédents? – et même économiques. Ainsi, la Seconde Guerre mondiale a créé un déséquilibre énorme entre la capacité productive des États-Unis et les possibilités d'absorption de cette production par le reste du monde considérablement affaibli par la guerre. Il fallut donc trouver des substituts.

Ce fut la société de consommation avec une production croissante d'objets inutiles. L'ère des gadgets en fut l'expression la plus évidente. Les objets inutiles permettent de faire tourner la machine productive, nécessité incontournable, sans encombrer jamais le marché puisque ces objets sont inutiles, et sans jamais risquer de voir la production ralentie puisque sont inventés à l'infini des objets inutiles : il suffit de se promener dans les rayons d'un supermarché pour s'en convaincre.

Une autre méthode consiste à accélérer le taux de renouvellement des objets par une espèce de frénésie de l'obsolescence : un matériel neuf à peine acheté et voici déjà que son successeur dans la gamme le détrône et le rend dépassé, nécessitant l'acquisition d'un autre engin et, ce qui est le but essentiel, la mise hors service du précédent. Ce schéma est particulièrement visible dans l'automobile, les systèmes de reproduction des sens – photographie, haute-fidélité, vidéo... –, les ordinateurs et les matériels de guerre.

Le gaspillage le plus énorme est de nos jours le flot des naissances dans les foyers les plus pauvres de la planète. L'énergie dépensée pour tenter d'arracher à la mort les enfants en bas âge ne sert qu'à leur ouvrir les portes du monde de l'extrême pauvreté, et donc à la perpétuer, car un enfant pauvre n'a aucune chance de s'en sortir et reproduira sa terrible condition. La misère est aujourd'hui le plus pénible des gaspillages. Les miséreux gaspillent leur énergie dans l'espérance d'une vie meilleure pour leurs enfants – mythe entretenu par les religions, dont celle du football avec par exemple Maradona, cet enfant des bidonvilles, mais aussi par les organisations caritatives et humanitaires de tout poil –, alors qu'ils pourraient utiliser leur énergie pour abattre ce monde.

Destruction, rareté, misère. Pourtant, certains affirment que la paupérisation des exploités est un mythe. On vivrait mieux en France à l'orée du *xxi*^e siècle qu'en 1850. Oui, certes, mais en 1850 le système capitaliste s'étendait à l'Europe de l'Ouest et aux États-Unis d'Amérique, et c'est tout. Aujourd'hui, c'est à l'échelle mondiale qu'il faut juger du processus. À l'échelle mondiale qui est celle en effet du capitalisme actuel. Il y a dès lors bien eu paupérisation des exploités. Les rapports successifs de la Banque mondiale constatent cette paupérisation : « Le revenu par habitant baisse en Afrique subsaharienne [euphémisme pour "noire"] depuis plusieurs années », « une nouvelle décennie perdue pour l'Amérique latine », etc., sont autant d'expressions de ce mouvement inexorable de paupérisation. Mouvement que ne veulent contrarier ni le FMI, ni la Banque mondiale, ni les États de tous les pays capitalistes, car ce mouvement alimente leur – et en partie notre – richesse au Nord.



Organiser les semblables, excommunier les hérétiques !

La question de toujours est donc : que faire ? Et plus les révolutionnaires posent cette question, plus ils inventent de réponses. Corollaire : il existe, depuis la I^{re} Internationale et davantage encore depuis 1917, un grand nombre de tendances dans le mouvement révolutionnaire, qui ont engendré un nombre encore plus grand de sous-tendances, groupes, groupuscules, scissions... Certains groupuscules se montrent très sectaires, d'autres visent l'hégémonie sur leur tendance, d'autres enfin en appellent à la recomposition du mouvement révolutionnaire. Pourquoi nous trouvons-nous face à un tel émiettement du mouvement ?

Aujourd'hui, une organisation est regroupement d'*alter ego*, d'individus tous d'accord sur des axes, un programme, une doctrine. Adhérer à un groupe est un acte d'engagement complexe qui procure, semble-t-il, la satisfaction de se sentir bien avec les siens, c'est-à-dire avec ses quasi-semblables.

Ce glissement est symptomatique de l'époque. Loin de s'opposer à ce monde, cette recherche des *alter ego* est leur regroupement en des organisations toutes plus ou moins sectaires et dans la ligne des divisions opérées par le Capital et les États dans les sociétés.

L'énonciation et l'acceptation d'un programme, ou du moins d'axes programmatiques, est devenue le fondement de tout militantisme organisé. En dehors de ce cas général, on est rejeté dans le marais du spontanéisme, de l'inorganisation et, donc (!), de l'inefficacité.

En quoi un programme ou des axes programmatiques peuvent-ils être révolutionnaires au point de devenir des discriminants ? Seuls les croyants (en Dieu ou en le Grand Soir) connaissent la réponse. En Occident, l'Église catholique a montré la voie tant des scissions que des exclusions (hérésies et excommunications en langage théolo-

gique), et le parallèle avec les organisations révolutionnaires est frappant. Jusqu'à l'époque actuelle où la recomposition du mouvement révolutionnaire fait écho à l'œcuménisme chrétien, qui cherche à rassembler ce qui fut jadis divisé. Mais rassembler sur quelles bases, après avoir divisé sur tant de critères !



Que sera le Grand Soir ?

Si jamais l'un de ces groupes prenait le pouvoir, que se passerait-il ? La perspective fait frémir, au même titre que l'évocation de l'Inquisition de l'Église. Car l'intolérance d'une part, la nécessité de tout mettre en œuvre pour accomplir le programme (selon l'axiome, ô combien réactionnaire, « la fin justifie les moyens ») d'autre part font craindre le pire.

Dans le meilleur des cas, la révolution sera ce que le groupe dominant ou dirigeant cherchera à en faire, convaincu de la primauté de son programme. La marge est dès lors tout aussi étroite que pour n'importe quel parti politique bourgeois accaparant l'État ou un autre instrument du même type : il s'agit de réaliser le programme, au moins en partie, pour ne pas décevoir les adeptes, mais surtout compromettre sa position dirigeante, ce qui n'implique pas que des compromis – il faudra réduire au silence les critiques.

Dans le pire des cas, on se référera à l'ignominie du tribunal révolutionnaire de la Terreur, et on éliminera à coups tranchants les oppositions de tous bords. Le processus ne sera plus seulement autoritaire, mais bel et bien totalitaire.

Car la logique qui guide les organisations de conquérir le pouvoir, soit conquérir l'État, soit conquérir les masses. La question des adeptes et du prosélytisme est, dans les deux cas, centrale. Non seulement au sens où le prosélytisme est un moyen de lutte et de conquête du pouvoir, mais aussi parce que, en période de reflux comme la nôtre, l'accent est mis à nouveau, bien que de façon différente, sur le prosélytisme et la question du recrutement considérés comme des voies de survie pour le groupe. La discussion interne est faussée : la question de l'élargissement intervient toujours, même chez les groupes qui revendiquent le fait d'être à contre-courant. Où est la politique là-dedans ?

Il est urgent d'opérer à nouveau une distinction entre prosélytisme et travail révolutionnaire. Non seulement nous pensons que l'un n'a rien à voir avec l'autre, mais même qu'ils s'opposent. Le prosélytisme vise à la conquête des masses en période faste, à l'autoreproduction (la survie) de l'organisation en période de reflux. Or, il n'y a de reflux que parce que le travail politique n'a pas été mené de façon à être toujours à l'offensive, sans se soucier du nombre des combattants. Peu importe de juger *a posteriori* les erreurs commises (grande occupation des refaiseurs du monde !). Il n'y a d'erreur que par rapport à tel ou tel programme. Il est en revanche certain que les programmes ayant pris le dessus sur l'initiative propre des uns et des autres, le travail révolutionnaire s'en est trouvé modifié. Soit l'on était réformiste, un mou, soit un aventuriste, un inconscient, soit on était dans la ligne. Pour nous, peu importe de trouver la ligne ou de savoir la combattre ! Plutôt agir avec les uns et les autres, au détriment de tous les programmes, et au bénéfice de l'action révolutionnaire de fond, qui inclut la reconnaissance de la confrontation dialectique (pas inquisitoriale) des diverses composantes.

C'est un truisme d'affirmer que les programmes fonctionnent au moins autant pour se démarquer – savoir contre quoi on est, et, parfois, pourquoi on est contre... – que pour construire. D'ailleurs, et même pour les groupes qui ont un programme concret précis, la construction ne viendra qu'après la révolution. La construction dès aujourd'hui est ce qu'on appelle l'alternative – pouah, du réformisme ! – ou alors du volontarisme – pouah, de l'aventurisme !

Tout est posé en termes d'opposition ; tout est passé au crible du programme. Un tel peut mener une vraie action révolutionnaire dans son entreprise, dans son groupe, ou par ses contacts, mais ce qui comptera pour une organisation révolutionnaire sera de savoir ce que

*Tu bosses toute ta vie
pour payer ta pierre tombale.*
Trost

Le vide n'a que faire de l'estime.
Lie tseu

Le réalisme était le véritable nihilisme.
Thomas Mann

*Le chemin est long
et plein de difficultés.*
Guevara

cet individu fait qui s'inscrit ou non dans son programme. En cas d'accord large, il s'agira de le faire adhérer, de le phagocyter sous prétexte d'augmenter l'efficacité de sa lutte.

Il existe un autre aspect du travail révolutionnaire, essentiel en période de défensive, que les divers programmes réduisent à néant : la réflexion et le travail théorique. Car aujourd'hui le Capital en crise réfléchit, alors que nos groupuscules s'enferment dans les énièmes relectures des pères fondateurs, de Proudhon à Mao, de Bakounine à Marx, de Lénine à Trotski, d'Achille à Zavata. Quant à ceux qui réfléchissent beaucoup, souvent ils réfléchissent tellement qu'ils en oublient d'agir, et l'action révolutionnaire se limite pour eux à signer de temps à autre une pétition. Sans compter que ce qu'ils produisent est le plus souvent illisible, réservé aux seuls initiés de la culture universitaire.

Bref, face au sombre tableau du paysage organisationnel, que proposons-nous ? Rien, justement, puisque nous voyons dans la friche désorganisée le creuset de toute action révolutionnaire et le seul lieu possible d'émancipation. Les désorganisations apparaissent comme l'ennemi de toute forme d'organisation, de l'État à la culture, de la civilisation à la société.

★

La révolution sera ce que chacun en fera

D'un côté, l'aliénation semble rendre impossible toute émancipation qui ne soit pas guidée, voire imposée : on ne se libérera pas les neurones d'un coup de baguette magique et l'on nous affirme qu'il faudrait une période autoritaire, un sas, entre l'aliénation actuelle et l'acquisition de la liberté nécessaire pour concevoir une autre vie, d'autres rapports avec autrui. D'autre côté, la période charnière risque d'être propice à toutes les déviations.

Nous ne pouvons prétendre résoudre ce dilemme, pas même par des exemples historiques qui prouveraient une chose ou son contraire. C'est donc une position de principe d'affirmer que la révolution n'aura lieu que si chacun peut en faire ce qu'il en veut.

Cette affirmation n'est irréaliste que si l'on se réfère à une idéologie, à un programme, et que si l'on est animé d'une croyance en la Révolution, au sens où cette croyance autoriserait à imposer ce que l'on croit (l'on sait !) être mieux, meilleur. Mais pour l'individu libéré de toute croyance et de toute valeur, qui pense *a priori* que la révolution est possible et improbable, les termes du problème de notre époque sont très relatifs. *Que chacun fasse ce qu'il veut de la révolution ne suppose qu'un processus qui mène à leur terme toutes désorganisations, au point de rendre impossible pour un bon moment – le temps de se désaliéner ? – toute réorganisation à visée autoritaire ou contraignante, toute dictature donc.* C'est là l'essentiel, qui fonde notre activité aujourd'hui.

Le désert croît.
Friedrich Nietzsche

★

Ni sectarisme ni œcuménisme

Que le sectarisme soit une idiotie, cela est si évident qu'il n'est plus la peine d'y revenir. Mais refuser le sectarisme, est-ce sombrer d'œcuménisme ? Sombrer, car l'œcuménisme, qui est la négation de la confrontation au profit de la recherche à tout prix (et à quel prix !) du consensus, conduit, on le sait maintenant par de multiples exemples, l'acceptation de la médiocrité, la glorification du plus petit commun dénominateur, aux programmes communs et aux compromis historiques.

L'œcuménisme, à l'instar du sectarisme, se bat pour un programme, sur un contenu. L'action révolutionnaire est niée, cette fois au profit de chimères : la conquête du pouvoir, l'extension du mouvement, la conquête des masses... l'œcuménisme se pose, comme le dogmatisme ou le sectarisme, en des termes que nous réfutons.

Nous ne refusons pas de travailler avec tel ou tel individu. Non pas par œcuménisme et encore moins par prosélytisme. Simplement parce que l'alternative est « quitter ce monde » (et l'on fait référence à ce « monde qu'il faut quitter » du groupe Invariance, ou encore aux néo-tribalistes qui fuient l'Occident vers les terres qu'ils prétendent

vierges), ou agir dans ce monde, mais non pas pour faire des adeptes. Non, pour tâcher de vivre non dominé : ne pas cesser de lutter, telle est la base d'une politique de non-domination.

Les limites d'une telle lutte se trouvent vite atteintes avec les individus « programmés », qu'ils soient militants sectaires ou œcuméniques. Il est tout aussi évident qu'il existe des failles tant dans les sectarismes que dans les œcuménismes. Il s'agit de poser l'activité en d'autres termes qu'adhésion ou rejet. C'est peu de chose, mais c'est fondamental. L'alternative, ainsi, serait plutôt offensive tactique ou repli généralisé.

*J'aime les emmerdements,
je suis un homme responsable.*
Jacques Dutronc

★

Contre le nihilisme

Le vide fascine les Occidentaux. L'organisation se veut une réponse pour combler ce vide, l'ordonner comme on transforme une friche en jardin. Duelle tentation, lorsqu'on a choisi le refus de l'ordre et de l'organisation, d'exalter le vide ! Mais l'ordre et le vide ne s'opposent pas : ils se complètent.

Il y a, dans l'organisation du monde telle que la conçoit l'Occident, une énorme contradiction : le monde s'organise sur le vide. En prétendant donner sens et contenu à la société, l'ordre politique, économique et culturel a vidé les relations entre les êtres – tant entre les humains qu'entre ceux-ci et la nature. L'ordre économique a imposé l'avoir contre l'être, ce qui est la définition de la réification. L'ordre culturel a fait du pouvoir l'outil de la domination (sur autrui) et non un outil d'émancipation (de soi).

Le vide s'est imposé à la société et à chacun. Depuis les terroristes russes du siècle passé jusqu'aux adeptes de Deep Ecology (l'« écologie profonde » qui prône la disparition de l'espèce humaine comme seule voie de survie pour les autres êtres vivants et travaille en conséquence à la disparition de l'humanité, sorte de stade suprême du nihilisme), le nihilisme ne fait que dévoiler le vide sur lequel est construit l'ordre. Mais il ne l'ébranle pas. L'axiome « la fin justifie les moyens » n'est pas facile, pour des nihilistes, à remettre en cause : les nihilistes sont encore dans l'ordre des choses, dans l'ordre du monde, que symbolise cet axiome.

On ne peut prétendre à la non-domination si l'on en est encore à tergiverser sur l'articulation entre la fin et les moyens. Si l'un doit justifier l'autre, ce serait plutôt : les moyens justifient la fin ! On ne devrait pas même pouvoir prétendre rechercher une fin non contraignante en usant de moyens coercitifs. Mais dans un monde où la confusion est totale – c'est un aspect, et non des moindres, de l'aliénation – une dialectique de quatre sous impose ses vérités imprégnées de l'esprit ultralibéral et productiviste du style « on arrive aux fins que l'on se donne les moyens d'atteindre ».

Le nihilisme est un renoncement fataliste à la possibilité de se battre autrement qu'en retournant contre l'ennemi ses pires moyens. Haine de la vie et désir de mort, le nihilisme s'inscrit dans tout ce qui participe de l'aliénation et de la domination. Seule sa prétendue radicalité verbale et le recours à la propagande par le fait ont fait illusion, assimilant les nihilistes aux révolutionnaires.

★

L'Autre n'est pas l'*alter ego*

Le communisme pose l'homme face à lui-même, face à l'Autre. Si l'Autre est un *alter ego*, un semblable, un autre soi-même, la richesse de la confrontation se réduit à la spéculation abstraite et au renfermement sur soi. L'Autre est le différent, l'étrange, l'étranger, l'opposé.

Tout le monde parle de cet Autre, et l'on voit pourtant que, dans le fait même d'énoncer un programme, il y a la volonté et l'illusion de couler l'Autre dans un moule qui conviendrait aux rouages sociaux pensés dans ledit programme. Un Autre qui ne serait qu'une pièce du Grand Programme Révolutionnaire n'est plus qu'un résidu d'une machine à lobotomiser. Dans la désorganisation, chaque individu est

autre par rapport à tous les autres, ce qui aurait dû rester le seul sens de ce tout petit mot...

Parler d'altérité dans le cadre d'un système quel qu'il soit n'est qu'un contresens.

Les désorganisations ne sont pas un programme, pas un espoir, pas un futur probable. Pas une négation non plus. Elles sont la sortie du système des valeurs, des ordres

Je n'ai fondé ma cause sur rien.
Max Stirner

(économique, écologique, politique, militaire), des hiérarchies,

des cultures, des pensées. Désorganiser n'est pas un mot d'ordre, mais un mode d'être, de rapports avec les autres, de désintoxication.

L'homme est au centre du communisme, et la classe comme l'espèce humaine ne sont, en dernière analyse, composées que d'individus. L'homme a une histoire parce qu'il est contraint de produire sa vie. Mais produire sa vie, on le voit aujourd'hui, s'oppose à la production de « biens ». Entrer dans l'histoire communiste, c'est sortir du monde de la production, de l'État, de l'organisation, de l'économie.

« désorganisations ! » ne trace pas un programme : ce serait tomber dans un nouvel autoritarisme. Les réflexions qui précèdent sont *tangentes* : prendre la tangente de la spirale totalitaire dans laquelle le monde organisé se perd, c'est lutter afin d'échapper au désastre.

24 juin 1996,
jour anniversaire du massacre
des mineurs de Siglo XXI
et de leurs familles
(1967, Bolivie)